

Introduction d'une nouvelle taxe de 550% à la consommation de la bière au Burundi

PANA, 02 janvier 2017 Bujumbura, Burundi - Une nouvelle taxe majorée de 550% à la consommation de la bière est entrée en vigueur, à compter de ce lundi, dans le cadre des mesures édictées par les brasseries et limonaderies du Burundi (Brarudi, filiale hollandaise de la marque Heineken), "pour rentrer dans les coûts de production", a-t-on expliqué. Les plus pénalisés sont les amateurs de l'emblématique bière nationale « Nyongera » (Donnez-moi une autre bouteille, en langue nationale, le Kirundi) qui ne bénéficiera plus d'un régime de « taxation préférentielle » du fait qu'elle était la seule à être constituée à 100% de matières premières locales, précise un communiqué de la Brarudi. Dans le détail, le prix de Nyongera passe ainsi de 900 francs burundais (0,5 dollars américain) à 1.300 francs (0,8 dollars) la bouteille de 50 centilitres (50 cl), soit une hausse de la taxe de consommation de 550%, assume la Brarudi, face à la montée de la grogne dans les milieux des amateurs. Au moins six autres bières ont été également frappées de hausses de prix au détail dans des proportions allant de 100 à 300 francs burundais, la bouteille, cette fois « compte tenu de l'augmentation des factures d'eau et d'électricité, ceux du carburant, du malt et du houblon », s'est encore justifié le brasseur sans concurrent au Burundi. L'année 2017 est généralement présentée comme celle de « toutes les taxes » au Burundi du fait d'une mauvaise conjoncture économique nationale et internationale. Des produits nouveaux, comme les véhicules âgés de plus de dix ans, les sachets en plastique, d'autres plus classiques, comme le lait importé, la téléphonie mobile, le sucre, le carburant, les boissons et les peaux d'animaux ont été soumis à des taxes dans des proportions allant de 10 à 50% à compter du 1er janvier. La part des aides financières extérieures attendues cette année ne devrait pas dépasser les 30% dans un pays habitué à recevoir plus de 50% des financements de l'étranger, a déjà avisé le ministre burundais des Finances, Donatien Ndiwokubwayo. Le Burundi est obligé de compter sur lui-même du fait d'une grave crise politique interne de bientôt deux ans qui a fait fuir la plupart de ses partenaires techniques et financiers traditionnels.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});